



PREFET DE L'HERAULT

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## Recueil spécial n°26 du 14 février 2019

### Direction des sécurités

Arrêté n°2019-01-144 du 13 février 2019, constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique à l'occasion de manifestations sur la voie publique

Arrêté n°2019-01-145 du 13 février 2019, portant agrément du personnel habilité à procéder à des missions de palpations de sécurité aux entrées des centres commerciaux pour les journées des 16 et 17 février 2019

Arrêté n°2019-01-151 du 13 février 2019, portant autorisation des agents agréés du service interne de la sécurité SNCF à procéder à des palpations de sécurité pour la journée du 16 février 2019

Arrêté n°2019-01-150 du 14 février 2019, portant restriction d'achat, vente et transport d'acide, de carburant en jerrican, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager, de tous produits inflammables ou chimiques, sur l'ensemble du département de l'Hérault, ainsi que le transport et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique lors des journées du 16 et 17 février 2019

Arrêté n°2019-01-152 du 14 février 2019, portant autorisation de surveillance et de gardiennage sur la voie publique à la société Securitas France pour l'inauguration du Google Atelier numérique à Montpellier les 15 et 16 février 2019.



PREFET DE L'HERAULT

**Préfecture**  
**CABINET**  
**Direction des sécurités**

Arrêté n° 2019/01/144  
constatant des circonstances particulières liées à l'existence  
de menaces graves pour la sécurité publique à l'occasion  
de manifestations revendicatives sur la voie publique

Le Préfet de l'Hérault  
Officier dans l'ordre national du Mérite  
Officier de la Légion d'Honneur

**VU** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.613-2 et L. 613-3 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** l'activation du plan Vigipirate au niveau sécurité renforcée – risque attentats, posture automne 2018 / printemps 2019 pour la période comprise entre le 21 octobre 2018 et le 06 mai 2019 ;

**VU** les demandes formulées par les Galeries Lafayette de Béziers, le centre commercial d'Auchan de Béziers, le Polygone de Béziers, ainsi que le Polygone de Montpellier et du centre commercial et pôle ludique Odysseum, du magasin Darty, du magasin Apple et du Géant Casino en date du 13 février 2019 ;

**CONSIDERANT** que les attentats et les tentatives d'attentats récents en France traduisent un niveau élevé de menace terroriste et que les centres commerciaux constituent une cible particulièrement vulnérable ;

**CONSIDERANT** le contexte national actuel d'affrontements avec les forces de l'ordre, de rixes et de dégradations de biens publics et privés à l'occasion des précédentes manifestations liées aux mouvements dit des « gilets jaunes » ;

**CONSIDERANT** que des appels ont été lancés dans le contexte des mouvements dit des « gilets jaunes » et largement relayés sur les réseaux sociaux ; que de nouvelles manifestations et rassemblements, souvent non déclarés, sont à prévoir dans l'Hérault et que les communes de Montpellier et de Béziers sont notamment visées comme cibles ;

**CONSIDERANT** que les différents rassemblements, pour certains non déclarés, qui se sont tenus de manière éclatée dans l'Hérault lors des précédentes journées de mobilisation, ont été émaillés d'actes de violences et de dégradations ; que des enseignes commerciales ont été prises pour cible ;

**CONSIDERANT** que lors de précédents week-ends, les manifestants « gilets jaunes » ont investi les gares SNCF de Béziers et de Montpellier et occupés les voies durant une dizaine de minutes ;

**CONSIDERANT** que les dispositifs mis en place dans les centres-villes de Montpellier et de Béziers ont permis lors du week-end précédent d'éviter des intrusions et débordements dans les gares et centres commerciaux desdites communes ;

**CONSIDERANT** que lors des précédents week-ends, des affrontements de plus en plus violents des manifestants « gilets jaunes » avec les forces de l'ordre et de nombreuses dégradations de biens ont été recensés dans le centre-ville de Montpellier, avec notamment l'incendie de containers et l'inscription de tags sur plusieurs murs ;

**CONSIDERANT** que lors des dernières manifestations, plusieurs groupes de personnes ont mené des actions violentes visant à dégrader un certain nombre de biens dans le centre-ville de Montpellier et à s'attaquer physiquement aux forces de l'ordre ;

**CONSIDERANT** que les manifestations précédentes, et notamment celles du 2 et 10 février 2019 ont démontré la détermination de certains groupes de personnes à s'attaquer physiquement aux forces de l'ordre, d'établir des stratégies alliant mobilité et effet de surprise et d'utiliser des pavés, pierres de parement et des billes d'acier sur leur passage ;

**CONSIDERANT** qu'il y a tout lieu de penser que les violences urbaines commises lors des précédents rassemblements sont susceptibles de se reproduire à l'occasion des prochaines manifestations ;

**CONSIDERANT** que la conjonction du niveau élevé de menace terroriste et des débordements et violences en marge des manifestations revendicatives dites des « gilets jaunes » caractérise des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique ;

**CONSIDERANT** que dans ce contexte national et local, le maintien du bon ordre, de la salubrité publique, de la sécurité publique, et de la tranquillité publique ne peut être assuré que par des mesures particulières de contrôle des personnes aux entrées et dans les parkings des centres commerciaux pour la journée du samedi 16 février 2019 et du dimanche 17 février 2019 ;

**CONSIDERANT** qu'au vu des éléments énoncés, il apparaît nécessaire que les entrées des Galeries Lafayette de Béziers, le centre commercial d'Auchan de Béziers, le Polygone de Béziers, les entrées et le parking du Polygone de Montpellier, ainsi que du pôle ludique Odysseum, du magasin Darty, du magasin Apple et du Géant Casino fassent l'objet de mesures renforcées de surveillance et de sécurité les samedi 16 février 2019 et dimanche 17 février 2019 ;

### **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les circonstances particulières susvisées justifient :

pour la journée du samedi 16 février 2019 aux heures d'ouverture et de fermeture des différents centres commerciaux mentionnés le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure :

- pour le passage du Polygone de Montpellier de 7 heures à 22 heures ;
- pour l'accès aux boutiques du Polygone de Montpellier de 7 heures à 22 heures ;
- pour le centre commercial et le pôle ludique Odysseum de Montpellier de 8 heures 30 à 22 heures ;
- pour l'accès au magasin Apple (Odysseum) de 8 heures 30 à 22 heures ;
- pour l'accès au magasin Darty (Odysseum) de 8 heures 30 à 22 heures ;
- pour l'accès au Géant Casino (Odysseum) de 8 heures 30 à 22 heures ;
- pour le polygone de Béziers de 10 heures à 20 heures ;
- pour les galeries Lafayette de Béziers de 9 heures 30 à 19 heures 30 ;
- pour le centre commercial d'Auchan de Béziers de 8 heures 30 à 21 heures 30 ;

pour la journée du dimanche 17 février 2019 aux heures d'ouverture et de fermeture des différents centres commerciaux mentionnés le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure :

- pour le centre commercial et le pôle ludique Odysseum de Montpellier de 8 heures 30 à 13 heures ;
- pour l'accès au Géant Casino (Odysseum) de 8 heures 30 à 13 heures ;

- pour le polygone de Béziers de 8 heures 30 à 2 heures ;

**Article 2 :** Les palpations de sécurité mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent être réalisées que par des personnes bénéficiant d'un agrément préfectoral pour l'exercice de ces opérations.

**Article 3 :** M. Le Directeur de Cabinet de la préfecture de l'Hérault, M. le Sous-préfet de Béziers, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Montpellier le 13 février 2019

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Mahamadou DIARRA

*Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Hérault ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier cedex 2.



PREFET DE L'HERAULT

## **Direction des sécurités**

Arrêté n° 2019/01/145

portant agrément du personnel habilité à procéder à des missions de palpations de sécurité aux entrées des centres commerciaux pour les journées des 16 et 17 février 2019

Le Préfet de l'Hérault  
Officier dans l'ordre national du Mérite  
Officier de la Légion d'Honneur

**VU** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 613-2, R 613-6 et R 613-7 ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2019/01/144 en date du 13 février 2019 constatant les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique à l'occasion des manifestations revendicatives sur la voie publique ;

**VU** les demandes présentées par les polygones de Montpellier et de Béziers, les galeries Lafayette de Béziers, le centre commercial Auchan de Béziers, et le centre commercial Odysseum et les boutiques Darty (Odysseum) Apple (Odysseum) et le Géant Casino (Odysseum) en date du 13 février 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que le personnel déclaré par lesdites entreprises remplit les conditions imposées par la réglementation,

### **Arrête :**

Article 1<sup>er</sup> : Sont agréés en vue de procéder à des missions de palpation de sécurité :

- à l'occasion des journées du samedi 16 février 2019 de 8 heures 30 à 22 heures et du dimanche 17 février 2019 de 8 heures 30 à 13 heures pour le parking, la galerie marchande et le centre commercial Odysseum de Montpellier :

PIOCH Jesse n° CAR-034-2019-04-01-20140014708

ANDRE Vincent n°CAR-034-2022-08-16-20170289826

TUDELA William n°CAR-034-2022-01-11-20170298601

CURABET Gregory n°CAR-034-2019-10-08-20140073925

DEGOUTHOU Yanis n°CAR-034-2019-10-05-20140021835

PINEAU Florian n° CAR-034-2022-06-13-20170598008

HASSEN Ahmed n° CAR-034-2023-09-25-20180341891

SOLER Aurélien n° CAR-066-2023-04-18-20180630777

TROUILLET Laurent n° CAR-034-2021-05-18-20160523022

FERRER Alexandre n° CAR-034-2020-06-22-20150479359

JUILLARD Arnaud n° CAR-034-2023-10-24-20180329282

VILCOT Ludovic n° CAR-030-2019-12-30-20140107222  
MESTRIAUX David n° CAR-034-2019-09-04-20140382700  
SEMBLAT Christian n° CAR-030-2020-09-17-20150165589  
RUIZ Justin n° CAR-034-2022-01-30-20170248611  
MOLARD Laurent n° CAR-030-2020-02-27-20150171467  
CLEMENTE Diego n° CAR-030-2023-01-22-20180144982  
AINOZA Louis Philippe n° CAR-034-2019-07-01-20140015019  
HEFDAZZAH Nourdine n° PRO-000-2022-06-21-20170269833  
LIBERCIER Eric n° CAR-034-2022-07-20-20170278600  
DELCOURT Thomas n° CAR-034-2023-01-05-20170297360  
ABSYTE Brice n° CAR-034-2023-09-19-20180329499  
DUBOIS Remi n° CAR-034-2020-05-29-20150463575  
FULRAD Amedien n° CAR-034-2021-07-05-20160537732  
GÉRVAIS Julien n° CAR-034-2023-10-04-20180014883  
JACQUES Julien n° CAR-030-2021-08-10-20160522970  
LECART Chrystel n° CAR-034-2019-11-02-20140071962  
MARAND Bruno n° CAR-034-2019-04-03-20140022919  
MARCO Stephane n° CAR-034-2021-11-15-20160248588  
MASSIN Guillaume n° CAR-039-2022-03-15-20170563666  
MATHIEU Maxime n° CAR-034-2020-02-25-20150312916  
PUJOL Victor n° CAR-034-2022-11-13-20170497426  
ROSSIGNEUX Grégory n° CAR-034-2023-11-27-20180035364  
SPITALIERI Loic n° CAR-034-2020-01-07-20140121682  
TEISSIER Pierrick n° CAR-034-2019-09-23-20140100862

- à l'occasion des journées du samedi 16 février 2019 de 8 heures 30 à 22 heures pour l'accès à la boutique APPLE (Odysseum) :

BENFERHAT Lahcène n° CAR-034-2021-11-03-20160245093  
SIOUANE Mohamed n° CAR-034-2023-10-02-20180302653

- à l'occasion de la journée du samedi 16 février 2019 de 8 heures 30 à 22 heures pour l'accès au magasin DARTY (Odysseum) :

FAHCHOUCH Farid n° CAR-0342115-12-14-2016-0494509

- à l'occasion des journées du samedi 16 février 2019 de 8 heures 30 à 22 heures et du dimanche 17 février 2019 de 8 heures 30 à 13 heures pour l'accès au GEANT CASINO (Odysseum) :

BALESTER Jacques, n° CAR-034-2019-09-17-20140088431  
BEK Clément, n° CAR-034-2022-01-19-20170571105  
CHARENT Joël, n° CAR-034-2019-09-18-20140081040  
BLAT Vincent, n° CAR-034-2019-11-24-20140409163

BOUROUF Marvin, n° CAR-034-2023-09-11-20180628279  
DOS SANTOS Pierre, n° CAR-075-2020-05-27-20150475571  
FERNANDEZ François, n° CAR-083-2021-11-04-20160197893  
RECEVEUR Frédéric, n° CAR-034-2019-09-18-20140376846  
LIOUR Jordan, n° CAR-034-2020-07-09-20150478465  
PETRAULT Jean-Yves, n° CAR-030-2022-03-02-20170581109  
TABTEN Chérif, n° CAR-034-2020-08-10-20150436170

- à l'occasion de la journée du samedi 16 février 2019 de 7 heures à 22 heures pour le passage de la galerie du polygone de Montpellier et pour l'accès aux boutiques du polygone de Montpellier :

AUGE Cédric n° CAR-034-2019-09-11-20140119130  
HADJOU DJ Hakim n° CAR-034-2023-05-07-20180633547  
LOPEZ Maria-Jesus n° CAR-034-2021-10-07-20160317378  
MEDJAHER Abdelkader n° CAR-034-2022-01-31-20170545419  
MESSADI Brahim n° CAR-034-2024-01-10-20180319466  
QARMOUD Abderrazak n° CAR-034-2020-01-07-20140014678  
SYNAL Elodie n° CAR-034-2019-05-25-20140385702

- à l'occasion de la journée du samedi 16 février 2019 de 09 heures 30 à 19 heures 30 pour les galeries Lafayette de Béziers :

BRUHIER Geoffroy, n° 018158  
LANET Fabrice, n° CAR 034-2019-01-21-20-140319353  
AMAR Ouchiha, n° CAR SO1 2017-03-30-F00037184

- à l'occasion de la journée du samedi 16 février 2019 de 08 heures 30 à 21 heures 30 pour le parking, la galerie marchande et le centre commercial AUCHAN de Béziers :

MARTOR Michaël, n° CAR-034-2019-05-27-20140072087  
DURANTI Franck, n° CAR-034-2019-05-27-20140072161  
BLIND Laurent, n° CAR-034-2019-05-27-20140086479  
BEN KHALED, Mohamed n° CAR-034-2019-05-27-20140072183  
BONET Jean-Michel n° CAR-034- 2019-05-29-20140072176  
GALIANA Christian n° CAR - 034- 2019-05-27-20140072135  
VIAL Eric, n° CAR-034-2019-05-27-20140072017  
BOUILS Jean, n° CAR-034-2019-05-29-20140072174  
MOUHRA Mohamed, n° CAR-034-2019-07-20-20140070268  
ESPENEL Morgan n° CAR- 034 -2020-12-23-20150072148  
SLIMANE Sofiane n° CAR -034-2019-04-17-20140298648  
MARTINEZ Nicolas n° CAR-034-2019-03-20-20140047427

GILABERT Axel, n° CAR-034-2019-11-09-20140116206  
VALENTI Mickaël, n° CAR-034-2021-07-20-20160278613  
TETON Thierry, n° CAR-034-2019-02-13-20140036122  
DOSSO Vakaramoko, n° CAR-034-2023-05-25-20180302720  
GONZALEZ Frédéric, n° CAR-034-2021-10-07-20160039407  
BAYLE William, n° CAR-034-2023-04-03-20180293497  
CARRACO Julien, n° CAR-034-2022-05-31-20170588580  
CRUZ Lucas, n° CAR-034-2020-08-31-20150060616

- à l'occasion des journées du samedi 16 février 2019 de 10 heures à 20 heures et du dimanche 17 février 2019 de 8 heures 30 à 2 heures pour le centre commercial Polygone de Béziers :

DEKYDSPOTTER Steeve, n° CAR-034-2019-08-19-20140091148  
MASNATA Patrice, n° CAR-034-2018-12-15-20130012828  
FABRE Gérard, n° CAR-034-2019-08-28-20140086083  
STEPHEN Olivier, n° CAR-034-2019-07-22-20140046768  
LECLEACH Cédric, n° CAR-034-2020-05-29-20150161074  
BACOT Mathieu, n° CAR-034-2020-01-21-20150152111  
FOTSING Fongang Jules, n° CAR-034-2020-02-02-20150094769  
MARTINEZ Christophe, n° CAR-034-2020-03-25-20150163173  
ANDOQUE Arnaud, n° CAR-034-2021-11-17-20160553659  
De BATTISTA Fabrice, n° CAR-034-2020-02-13-20150152676  
FOUILHE Benjamin, n° CAR-034-2023-06-25-20180645743  
GRANATO Anthony, n° CAR-034-2022-01-13-20170272094  
GREGOIRE Sebastien, n° CAR-034-2022-10-03-20170589079  
HERNANDEZ Olivier, n° CAR-034-2020-09-23-20150205312  
HIS Didier, n° CAR-034-2022-07-12-20170540655  
KAHLAOUI Imad, n° CAR-034-2021-02-19-20160226946  
LIROLA Julien, n° CAR-034-2021-03-17-20160533545  
LOLLIA Jean-Raymond, n° CAR-034-2020-02-03-20150043093  
MAHOUE Junior, n° CAR-034-2019-10-02-20140097030  
MERLE Daniel, n° CAR-034-2023-10-23-20180022550  
NACU Serguei, n° CAR-034-2021-04-18-20156019824  
ROCHE Alicia, n° CAR-034-2020-10-05-20150489875  
ROUCAYROL David, n° CAR-034-2021-10-12-20160240551  
TOUYAROU Eric, n° CAR-034-2021-07-27-20160189661

BAUDIN Marie-helene, n° CAR-034-2021-09-05-20160339346  
BAUDIN Jean-Jacques , n° CAR-034.2020-09-16-20150396624  
CLOQUELLE Pauline, n° CAR-034-2023-02-08-20180615107  
FERRAG Hakim, n° CAR-095-2020-04-17-20150461837  
FRECHIN Ludovic, n° CAR-070-2023-04-10-201806030926  
GALIBERT Jonathan, n° CAR-034-2022-05-05-20170591571  
MERESSE Joël, n° CAR 059-2020-09-28-20150201247  
OUGIER Quentin, n° CAR-034-2022-01-31-20170475278  
RONDEL Pascal, n° CAR-034-2023-08-24-20180058792

Article 2 : Les missions de palpation de sécurité sont exercées dans le seul cadre d'un arrêté constatant des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique tel que mentionné à l'article L. 613-2 du code de la sécurité intérieure.

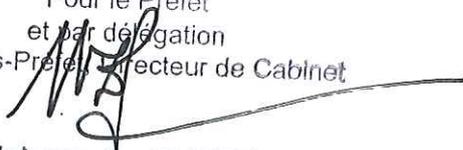
Article 3 : La palpation doit être effectuée par une personne de même sexe que la personne qui en fait l'objet, et avec le consentement exprès de celle-ci.

Article 4 : Les agréments mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté deviennent caduques lorsque les agents cessent leurs fonctions au sein du service interne de sécurité.

Article 5 : Le directeur de cabinet du préfet de l'Hérault, M. le sous-préfet de Béziers, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs dont un exemplaire sera adressé au Procureur de la République et notifié aux polygones de Montpellier et de Béziers, aux galeries Lafayette de Béziers, au centre commercial Auchan de Béziers, au centre commercial Odysseum de Montpellier, et aux boutiques Darty, Apple et Géant Casino d'Odysseum.

Fait à Montpellier, le 13 février 2019

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

  
Mahamadou DIARRA

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa publication :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Hérault ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'intérieur;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier cedex 2.



PREFET DE L'HERAULT

**Arrêté préfectoral n° 2019/01/151**  
**portant autorisation des agents agréés du service interne de la**  
**sécurité de la SNCF à procéder à des palpations de sécurité**  
**pour la journée du samedi 16 février 2019**

Le Préfet de l'Hérault  
Officier dans l'ordre national du Mérite  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.613-2 et L. 613-3 ;

VU le code des transports, notamment son article L.2251-1 et L.2251-9 ;

VU l'activation du plan Vigipirate au niveau sécurité renforcée – risque attentats, posture automne 2018 / printemps 2019 pour la période comprise entre le 21 octobre 2018 et le 06 mai 2019 ;

VU le décret n°2007-1322 du 7 septembre 2007 relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF et de la Régie autonome des transports parisiens, notamment son article 7-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté modificatif portant agrément du personnel habilité à procéder à des missions de palpations de sécurité, d'inspection et de fouille de bagages, en application de l'article L 613-2 du code de sécurité intérieure pris par le préfet de police des Bouches-du-Rhône en date du 8 août 2018 ;

VU la demande du 12 février 2019 formulée par la SNCF sollicitant la mission de procéder à des mesures de palpation par des agents de leur service interne pour la journée du samedi 16 février 2019 de 8 heures à 00 heure ;

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article 7-4 du décret du 7 septembre 2007 susvisé, les agents du service interne de sécurité de la SNCF agréés par l'arrêté pris par le préfet de police des Bouches-du-Rhône en date du 8 août 2018 mentionné ci-dessus peuvent procéder à des mesures de palpations de sécurité, d'inspection et de fouille de bagages, dans les gares, dans les limites de la durée et du lieu déterminé par ledit arrêté constatant les circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique mentionné à l'article L 613-2 du code de sécurité intérieure ;

**CONSIDERANT** que les attentats et les tentatives d'attentats récents en France traduisent un niveau élevé de menace terroriste et que les gares constituent une cible des terroristes et un des lieux privilégiés de risque d'attentat ;

**CONSIDERANT** le contexte national actuel d'affrontements avec les forces de l'ordre, de rixes et de dégradations de biens publics et privés à l'occasion des précédentes manifestations liées aux mouvements dit des « gilets jaunes » ;

**CONSIDERANT** qu'un appel à la mobilisation du mouvement des gilets jaunes a été lancé via les réseaux sociaux pour la journée du samedi 16 février 2019 ; que de nouvelles manifestations et rassemblements, souvent non déclarés, sont à prévoir dans l'Hérault et que les communes de Montpellier et de Béziers sont notamment visées comme cibles ;

**CONSIDERANT** que lors des trois précédents week-ends, des affrontements de plus en plus violents des manifestants « gilets jaunes » avec les forces de l'ordre et de nombreuses dégradations ont été recensés dans le centre-ville de Montpellier et notamment dans le quartier de la gare Saint Roch de Montpellier et de la gare de Béziers avec notamment l'incendie de containers et l'inscription de tags sur plusieurs murs ;

**CONSIDERANT** que le mouvement des gilets jaunes a démontré les samedi 5 et 19 janvier 2019 sa volonté de prendre les gares de Montpellier Saint-Roch et de Béziers comme cibles ;

**CONSIDERANT** que lors de la journée du 19 janvier 2019, des manifestants « gilets jaunes » ont investi la gare SNCF de Béziers et occupé les voies durant une dizaine de minutes ;

**CONSIDERANT** que les manifestations précédentes ont démontré la détermination de certains groupes de personnes de s'attaquer physiquement aux forces de l'ordre et d'établir des stratégies alliant mobilité et effet de surprise ;

**CONSIDERANT** qu'il y a tout lieu de penser que les violences urbaines commises lors des précédents rassemblements sont susceptibles de se reproduire à l'occasion de la prochaine manifestation du 16 février 2019 dans le centre-ville de Montpellier et de Béziers ;

**CONSIDERANT** qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de penser que les gares de Montpellier Saint-Roch et de Béziers seront à nouveau prises pour cible lors de la journée du 16 février 2019 ;

**CONSIDERANT** que la conjonction du niveau élevé de menace terroriste et des débordements et violences en marge des manifestations revendicatives dites des « gilets jaunes » caractérise des circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour la sécurité publique ;

**CONSIDERANT** que ces circonstances particulières justifient la mise en œuvre de mesures de contrôle renforcées avec notamment la possibilité de faire procéder par des agents du service interne de sûreté de la SNCF agréés par arrêté du préfet de police des Bouches-du-Rhône à des mesures de palpation de sécurité au sein de la gare de Montpellier ;

**CONSIDERANT** qu'au vu des éléments énoncés, il apparaît nécessaire que la gare de Montpellier Saint-Roch et la gare de Béziers fassent l'objet de mesures renforcées de surveillance et de sécurité le samedi 16 février 2019 ;

## Arrête :

Article 1<sup>er</sup> : Les circonstances particulières susvisées justifient pour la journée du samedi 16 février 2019 de 8 heures à 00 heure, le recours aux mesures de palpation de sécurité prévues à l'article L.613-2 du code de la sécurité intérieure dans les gares de Montpellier Saint-Roch et de Béziers ;

Article 2 : les palpations de sécurité mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent être réalisées que par des agents du service interne de sécurité de la SNCF, agréés dans les conditions prévues au chapitre II bis du décret n° 2007-1322 du 7 septembre 2007 modifié, relatif à l'exercice des missions des services internes de sécurité de la SNCF et de la Régie autonome des transports.

Article 3 : Le Directeur de Cabinet de la préfecture de l'Hérault, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Montpellier, le 13 février 2019

Pour le Préfet  
Par délégué  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Mahamadou DIARRA

*Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Hérault ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur ;
- soit par voie de recours contentieux déposé soit devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier cedex 2.



*Préfecture*

CABINET  
DIRECTION DES SECURITES  
BUREAU DES PREVENTIONS ET DES  
POLICES ADMINISTRATIVES

**Arrêté n° 2019 – 01 - 150 portant restriction d'achat, vente, et transport d'acide, de carburant en jerrican, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager, de tous produits inflammables ou chimiques, sur l'ensemble du département de l'Hérault ainsi que le transport et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique lors des journées du 16 et 17 février 2019**

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2215-1 ;

VU le code de sécurité intérieur ;

VU le code pénal ;

VU le code de la défense ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Considérant** les dangers, les accidents, les risques de panique et les atteintes graves aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation inconsidérée ou détournée d'acide, de carburant, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager et de tous produits inflammables ou chimiques, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement ;

**Considérant** que les risques de troubles à la tranquillité et à l'ordre publics provoqués par l'emploi des consommables susvisés sont particulièrement importants à l'occasion de manifestations revendicatives sur la voie publique ;

**Considérant** les incendies volontaires, les dégradations de mobilier urbain et les rixes avec les forces de l'ordre constatés sur le territoire national à l'occasion des précédentes manifestations liées au « mouvement des gilets jaunes » et « lycéen » ;

**Considérant** que le transport et la consommation excessive de boissons alcoolisées par des individus sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique engendrent des attroupements de personnes, des désordres importants, des rixes et des dégradations ; que le comportement agressif des personnes en état d'ébriété porte au demeurant atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics et oblige les services d'ordre à intervenir pour régler les situations conflictuelles ;

**Considérant** que le maintien du bon ordre, de la sécurité et de la salubrité publics ne peut être assuré que par des mesures restreignant les modalités de distribution d'acide, de carburant, d'artifices de divertissement, d'alcool ménager et de tous produits inflammables ou chimiques ;

**SUR** proposition du sous-préfet, directeur de Cabinet du préfet de l'Hérault.

## A R R E T E

### ARTICLE 1<sup>er</sup>:

L'achat, la vente, et le transport d'acide, d'artifices de divertissement, de carburant en jerrican, d'alcool ménager et de tous produits inflammables ou chimiques est interdit sur l'ensemble du département de l'Hérault du vendredi 15 février 22h au lundi 18 février à 7h.

Cette interdiction ne s'applique pas aux professionnels justifiant d'une activité rendant nécessaire l'utilisation des consommables susvisés.

Pour bénéficier de cette dérogation, les professionnels mentionnés au présent article devront présenter un justificatif de leur activité professionnelle (notamment carte professionnelle, Kbis, attestation de l'INSEE).

### ARTICLE 2:

Le transport, la détention et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de manifestation revendicative sur la voie publique sont interdits.

### ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, faire l'objet d'un recours administratif soit gracieux : auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### ARTICLE 4 :

Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Hérault, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Hérault, les maires du département de l'Hérault, les dépositaires et revendeurs des consommables susvisés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault.

Fait à Montpellier, le 14 FEV. 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur de cabinet,

  
Mahamadou DIARRA



PREFET DE L'HERAULT

**Préfecture**

CABINET  
DIRECTION DES SECURITES  
BUREAU DE LA PLANIFICATION ET DES OPERATIONS

**Arrêté n° 2019/01/152**  
**portant autorisation de surveillance et de gardiennage**  
**sur la voie publique par une société de sécurité privée**

Le Préfet de l'Hérault  
Officier dans l'ordre national du Mérite  
Officier de la Légion d'Honneur

**VU** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.611-1, L.613-2 et R.613-5 du code de la sécurité intérieure réglementant les activités privées de sécurité ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** la décision AUT-034-2112-12-15-20130358185 du 16 décembre 2013 du Conseil National des Activités Privées de Sécurité autorisant SECURITAS FRANCE SARL dont le siège social est fixé 253 quai de la bataille de Stalingrad à Issy-les-Moulineaux (92130), à exercer les activités de sécurités de surveillance ou de gardiennage ;

**VU** la demande présentée par la société SECURITAS FRANCE SARL en date du 11 février 2019 pour le compte de la société MagicGarden tendant à obtenir l'autorisation de faire assurer par des agents de sécurités des missions de gardiennage et de surveillance place Francis Ponge à Montpellier lors de l'inauguration du « Google Atelier Numérique » le vendredi 15 février 2019 de 8 heures 30 à 21 heures et le samedi 16 février 2019 de 8 heures 30 à 19 heures 30 ;

**CONSIDERANT** que la demande formulée le 11 février 2019 par la société SECURITAS FRANCE SARL pour l'évènement « inauguration du Google Atelier numérique » donne lieu à des aménagements spécifiques pour assurer la meilleure sécurité possible du public ;

**ARRETE:**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société de sécurité privée SECURITAS FRANCE SARL dont le siège social est situé 253 quai de la bataille de Stalingrad à Issy-les-Moulineaux (92130), est autorisée à exercer une mission de surveillance et de gardiennage sur la voie publique place Francis Ponge à Montpellier le 15 et 16 février 2019 dans les conditions suivantes :

- le vendredi 15 février 2019 : de 8 heures 30 à 21 heures : deux agents de sécurité ;
- le samedi 16 février 2019 : de 8 heures 30 à 19 heures 30 : deux agents de sécurité.

**Article 2** : La société de sécurité privée SECURITAS FRANCE SARL devra annexer au présent arrêté un document précisant les nom, prénom et numéro de carte professionnelle des agents de sécurité affectés à cette mission.

**Article 3** : Les agents visés à l'article 2 ne pourront être armés.

**Article 4 :** le bénéficiaire de la présente autorisation s'engage à respecter les prescriptions du livre VI du code de la sécurité intérieure.

**Article 5 :** la présente autorisation, précaire et révocable à tout moment, prendra fin à l'expiration de la mission.

**Article 6 :** Le directeur de cabinet de la préfecture de l'Hérault et le directeur départemental de la sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Montpellier, le 14 FEV. 2019

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Sous-Préfet / Directeur de Cabinet  
  
Mahamadou DIARRA

*Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et aux dispositions des articles R. 421-1 et R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet de l'Hérault ;
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le tribunal administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, 34063 Montpellier cedex 2.